

PRODUIT INTERIEUR BRUT

PIB

Données 2010
Publication 2011



©Copyright 2011. Conformément à la loi n°491 du 24 novembre 1948 modifiée, sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, toute reproduction, même partielle, sans autorisation préalable des autorités compétentes de la Principauté de Monaco, est interdite.

Sommaire

| | |
|--|----|
| Chapitre 1 : Enjeux..... | 4 |
| 1. Un engagement pris par la Principauté sur le plan international..... | 4 |
| 2. Un outil de débats entre Etats..... | 4 |
| Chapitre 2 : Contexte économique | 5 |
| Chapitre 3 : Résultats – PIB national et PIB par secteurs d’activité | 6 |
| 1. Présentation synthétique de l’agrégat..... | 7 |
| 2. PIB par secteurs d’activité..... | 8 |
| 3. Structure du PIB | 10 |
| Chapitre 4 : PIB « par individu » | 11 |
| 1. Le PIB « per capita » : La présence sur le territoire économique | 11 |
| 2. Le PIB par salarié | 12 |
| 3. Comparaison avec la France | 13 |
| Chapitre 5 : Cadre réglementaire et méthodologie retenue..... | 14 |
| 1. Le système Européen de compte 95 | 14 |
| 2. Le PIB au cœur du raisonnement économique..... | 14 |
| 3. La détermination du PIB | 14 |
| 4. Périmètre de calcul | 15 |
| Chapitre 6 : Dispositif mis en place en Principauté | 16 |
| 1. Détermination des algorithmes de calcul | 16 |
| 2. Méthode d’extrapolation retenue pour les résultats du PIB | 16 |
| 3. Détermination du PIB par secteur | 17 |
| 4. Un PIB en euros courants et en euros constants..... | 18 |
| Annexe 1 : Algorithme de calcul du PIB | 20 |
| 1. Produit Intérieur Brut | 20 |
| 2. Rémunérations et charges sociales | 20 |
| 3. Excédent Brut d’Exploitation et revenus mixtes..... | 20 |
| 4. Impôts sur la production..... | 21 |
| 5. Subventions | 21 |
| Annexe 2 : Répartition des codes N.A.F. par secteur d’activité | 22 |

Chapitre 1 : Enjeux

Ce document présente les résultats du calcul du Produit Intérieur Brut (PIB) pour l'année 2010, et rappelle les grands principes et choix méthodologiques nécessaires à son élaboration.

L'année 2005 fut celle du premier calcul du PIB, qui fait l'objet d'un rapport annuel. Depuis 2006, les résultats sont détaillés par secteurs d'activité et présentés également en euros constants, permettant de corriger les effets de l'inflation (Base 100 en 2005).

1. Un engagement pris par la Principauté sur le plan international

Le 15 septembre 2005, lors de son allocution devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, S.A.S. le Prince Albert II de Monaco a réaffirmé l'engagement de la Principauté relatif aux Objectifs du Millénaire pour le Développement. A ce titre, la Principauté participera à la politique d'aide au développement définie par l'ONU. Cette participation prendra la forme d'une contribution ou aide qui atteindra 0,7% de la richesse nationale de Monaco en 2015.

2. Un outil de débat entre Etats

Le Produit Intérieur Brut (PIB) synthétise l'activité économique et constitue un élément d'information indispensable dans le débat économique contemporain. Il permet de suivre et d'apprécier l'efficacité des politiques économiques menées et d'établir des comparaisons avec d'autres états, notamment au sein de l'Union Européenne.

Chapitre 2 : Contexte économique

Après un recul historique en 2009, l'activité se redresse en 2010 dans les économies avancées. La croissance du PIB atteint 3,0% après - 3,4% en 2009 .

Toutefois, la reprise se révèle hétérogène entre les différentes économies avancées, notamment en Europe (cf. tableau 1). En définitive, son rythme reste modéré au regard du repli de l'activité durant la récession. En 2010, l'activité des économies avancées n'a pas retrouvé son niveau de 2008.

TABLEAU 1 : Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

| | 2006 | 2007 (r) | 2008 (r) | 2009 (r) | 2010 |
|------------------------------|------------|-------------|-------------|--------------|------------|
| Monaco | 5,8 | 14,4 | 0,4 | -11,5 | 2,5 |
| Allemagne | 3,4 | 2,7 | 1,0 | -4,7 | 3,6 |
| Espagne | 4,0 | 3,6 | 0,9 | -3,7 | -0,1 |
| France (r) | 2,5 | 2,3 | -0,1 | -2,7 | 1,5 |
| Italie | 2,0 | 1,5 | -1,3 | -5,2 | 1,3 |
| Luxembourg | 5,0 | 6,6 | 1,4 | -3,6 | 3,5 |
| Malte (r) | 2,1 | 4,4 | 5,3 | -3,4 | 3,7 |
| Royaume-Uni | 2,8 | 2,7 | -0,1 | -4,9 | 1,3 |
| Union européenne à 15 | 3,0 | 2,8 | 0,2 | -4,3 | 1,8 |
| Union européenne à 27 | 3,2 | 3,0 | 0,5 | -4,2 | 1,8 |
| États-Unis | 2,7 | 1,9 | 0,0 | -2,6 | 2,9 |
| Japon | 2,0 | 2,4 | -1,2 | -6,3 | 4,0 |
| Suisse | 3,6 | 3,6 | 1,9 | -1,9 | 2,6 |

r : données révisées.

Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2011).

Dans un contexte de ralentissement des dépenses des administrations publiques et de soutien moins affirmé des pays émergents, une reprise autonome de la demande intérieure s'installe progressivement dans les économies avancées, à un rythme toutefois modéré.

La demande des ménages se redresse, mais ne retrouve pas son dynamisme d'avant la récession. De plus, au cours de l'année 2009, les entreprises ont fortement réduit leurs stocks et contracté leurs dépenses d'investissement. En 2010, elles reconstituent partiellement leurs stocks et recommencent à accroître leurs investissements (+ 3,5 % sur l'année).

Compte tenu de l'ampleur de la crise en 2008/2009 et des perspectives internationales largement incertaines pour 2011 et 2012, les résultats de l'année 2010, bien que renouant avec la croissance, ne permettent pas de formuler de prévision sur l'évolution de ce frémissement.

Ainsi, dans sa parution de juin 2011 « *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* », le FMI relève quatre types de risques qui pèsent sur l'activité au niveau international :

- 1) les problèmes de dette souveraine et du secteur bancaire dans plusieurs pays avancés;
- 2) le manque de vigueur de l'action face aux séquelles de la crise dans les principaux pays avancés;
- 3) des facteurs de vulnérabilité dans plusieurs pays émergents
- 4) la volatilité des cours des matières premières et les tensions géopolitiques.

C'est dans ce contexte international incertain qu'il convient de considérer les résultats de l'économie monégasque en 2010.

Chapitre 3 : Résultats – PIB national et PIB par secteurs d'activité

Le PIB monégasque pour l'année 2010 s'élève à 4 129 500 566 € contre 4 000 345 912 € en 2009 (cf. tableau 2). Il enregistre une croissance de 3,23% en valeur et de 2,47% en volume (corrigé de l'inflation – cf. tableau 3).

La richesse produite en Principauté en 2010 est donc en augmentation par rapport à celle produite l'année précédente et illustre le retour de la croissance. En ce sens, ce résultat est cohérent avec les performances des pays de l'O.C.D.E. durant cette période.

Malgré cette progression de 2,5 points, le niveau du PIB en valeur (4.13 milliards) n'a pas rattrapé le niveau antérieur à la crise - qui avait atteint 4.49 milliards en 2008 -, ni même celui de 2007 (4.36 Milliards)

L'évolution du PIB par secteur laisse entrevoir des évolutions hétérogènes. Ainsi, la plupart des secteurs de l'économie monégasque ont progressé hormis ceux de l'Hôtellerie, de l'Immobilier, des Postes-Télécom et des Administrations. En effet, lesdits secteurs présentent une baisse respective de -12,4%, -5,3%, -14,5% et -1%. Enfin, Le PIB des secteurs du Commerce de Gros et de Détails ont augmenté respectivement de 9,2% et 10,9%.

L'observation de la structure du PIB en volume (cf. tableau 6) montre que deux des composantes évoluent faiblement : l'E.B.E.¹ des entreprises progresse de 0,98% et les impôts diminuent de 0,27%. Dans le même temps, la masse totale des salaires versés progresse assez nettement (4,12%) et est le moteur de cette reprise globalement positive. En effet, la reprise de la croissance s'est traduite en Principauté par une augmentation de la population salariée.

Concernant les impôts*, bien que la TVA totale collectée progresse légèrement en valeur, le recul en volume des recettes (-0.3%) est dû en 2010 principalement à la diminution du montant de la TVA immobilière et de la TVA nette du secteur de l'hôtellerie (effet négatif de la baisse de la TVA en année pleine - le passage de 19,6% à 5,5% a pesé sur les recettes fiscales générées par le secteur hôtelier. Ces éléments jouent défavorablement sur le PIB.

*(essentiellement la TVA dans le PIB)

¹ L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation. . Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte. Source INSEE.

1. Présentation synthétique de l'agrégat

Le PIB 2005 constitue l'année de base pour cet agrégat. Il est évalué en « valeur », c'est-à-dire en euros courants.

TABLEAU 2 : Produit Intérieur Brut en valeur²

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en % 2009/2010 |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|-----------------------------|
| PIB en K€ courants | 3 441 691 | 3 717 458 | 4 365 100 | 4 492 737 | 4 000 346 | 4 129 501 | 3,23% |

TABLEAU 3 : Produit Intérieur Brut en volume³

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| PIB en Valeur en K€ | 3 441 691 | 3 717 458 | 4 365 100 | 4 492 737 | 4 000 346 | 4 129 501 |
| Indice des Prix* (base 100 en 2005) | 100,0 | 102,1 | 104,8 | 107,4 | 108,0 | 108,8 |
| PIB en Volume en K€ | 3 441 691 | 3 640 997 | 4 165 172 | 4 183 182 | 3 704 024 | 3 795 497 |
| Croissance du PIB en Volume | | 5,79% | 14,40% | 0,43% | -11,45% | 2,47% |

* Source : INSEE

NB. : les PIB en volume ont été modifiés du fait du passage de l'indice des prix base 100 en 2005.

Le résultat des opérations de calcul fait apparaître une croissance du PIB de 3,23% en valeur et de **2,47% en volume** (base 100 en 2005). Après le recul de 2009, cette croissance illustre la reprise de l'économie monégasque. Ces données sont à considérer dans le contexte de reprise économique de l'année 2010.

Avec six années de recul sur le calcul du PIB, on observe que deux facteurs influencent la tendance de cet agrégat en Principauté :

- le premier est constitué par le contexte économique international : Monaco s'inscrit dans la tendance des économies européennes,
- le second tient à la nature même du territoire et de l'importance des performances de certains gros intervenants économiques locaux : les résultats des grosses sociétés ont un impact direct et visible sur les résultats économiques nationaux. Il rendent le PIB monégasque plus volatile que dans d'autres pays.

² Le PIB en valeur est exprimé en « euros courants »

³ Le PIB en volume est exprimé en « euros constants » base 100 en 2005

2. PIB par secteurs d'activité

TABLEAU 4 : Produit Intérieur Brut par Grands Secteurs en volume exprimé en K€

| | PIB 2009 | PIB 2010 | Evolution en % 2009/2010 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| Agriculture | - | - | |
| Finance | 571 543 | 594 065 | 3,94% |
| Industrie | 417 411 | 428 819 | 2,73% |
| Services | 2 715 070 | 2 772 613 | 2,12% |
| PIB Global en K€ constants | 3 704 024 | 3 795 497 | 2,47% |

FIGURE 1 : Produit Intérieur Brut par Grands Secteurs en part du PIB en 2009 et 2010



La structure des grands secteurs de l'économie monégasque reste identique à celle observée les années précédentes. Ainsi, le secteur des services constitue toujours près des trois quarts du PIB de la Principauté de Monaco.

TABLEAU 5 : Produit Intérieur Brut par Secteurs en volume exprimé en K€

| | PIB 2009 | PIB 2010 | Evol en % 2009/2010 | Poids |
|-----------------------------------|------------------|------------------|---------------------|----------------|
| Auxiliaires du commerce | 640 289 | 652 226 | 1,86% | 17,18% |
| Banques & Auxiliaires Financiers | 571 543 | 594 065 | 3,94% | 15,65% |
| Commerce de détail | 267 080 | 296 134 | 10,88% | 7,80% |
| Commerce de gros | 275 856 | 301 219 | 9,19% | 7,94% |
| Divers | 154 269 | 169 030 | 9,57% | 4,45% |
| Hôtellerie | 300 442 | 263 325 | -12,35% | 6,94% |
| Immobilier | 294 321 | 278 770 | -5,28% | 7,34% |
| Industrie | 179 177 | 183 197 | 2,24% | 4,83% |
| Intermédiaires | 130 849 | 141 898 | 8,44% | 3,74% |
| Postes-Télécom | 134 484 | 114 972 | -14,51% | 3,03% |
| Spectacles et audiovisuel | 152 313 | 175 959 | 15,52% | 4,64% |
| Transports | 78 550 | 95 306 | 21,33% | 2,51% |
| Travaux Publics | 238 233 | 245 622 | 3,10% | 6,47% |
| Administrations | 286 617 | 283 774 | -0,99% | 7,48% |
| PIB Global en K€ constants | 3 704 024 | 3 795 497 | 2,47% | 100,00% |

- Près de la moitié du PIB monégasque (48,57%) est produite par quatre secteurs d'activité :
 - les auxiliaires du commerce (17,18%)
 - les banques et des auxiliaires financiers (15,65%)
 - le commerce de gros (7,94%)
 - le commerce de détail (7,8%)

On note que le poids des secteurs de l'hôtellerie et de l'immobilier a diminué au profit du commerce dans son ensemble. Ces évolutions contraires font à présent des activités du commerce (détail et gros) des secteurs plus importants dans le PIB que ceux de l'hôtellerie et de l'immobilier et qui étaient historiquement plus créateurs de richesse (au sens du PIB).

- Les résultats du secteur du « Spectacle et de l'audiovisuel » sont à considérer en tenant compte de la particularité de la composition de ce secteur. En effet, il s'agit d'un secteur restreint dominé par trois intervenants prépondérants. Dès lors, ses résultats sont très volatiles d'une année sur l'autre puisque liés aux performances de ces trois entités et de l'évolution des subventions qui leurs sont octroyées.
- Le secteur de « l'Industrie » retrouve la croissance (+2,24%) et ce après trois années de baisse. Toutefois, en 5 ans il est passé en volume de 223,7 à 183,2 millions d'euros soit un recul de près de 18% sur la période.
- Le secteur des Transport connaît la croissance la plus élevée avec 21,33%. Cependant, son poids dans le PIB global reste faible (2,5%).

FIGURE 2 : Produit Intérieur Brut par secteurs en part du PIB global en 2009 et 2010

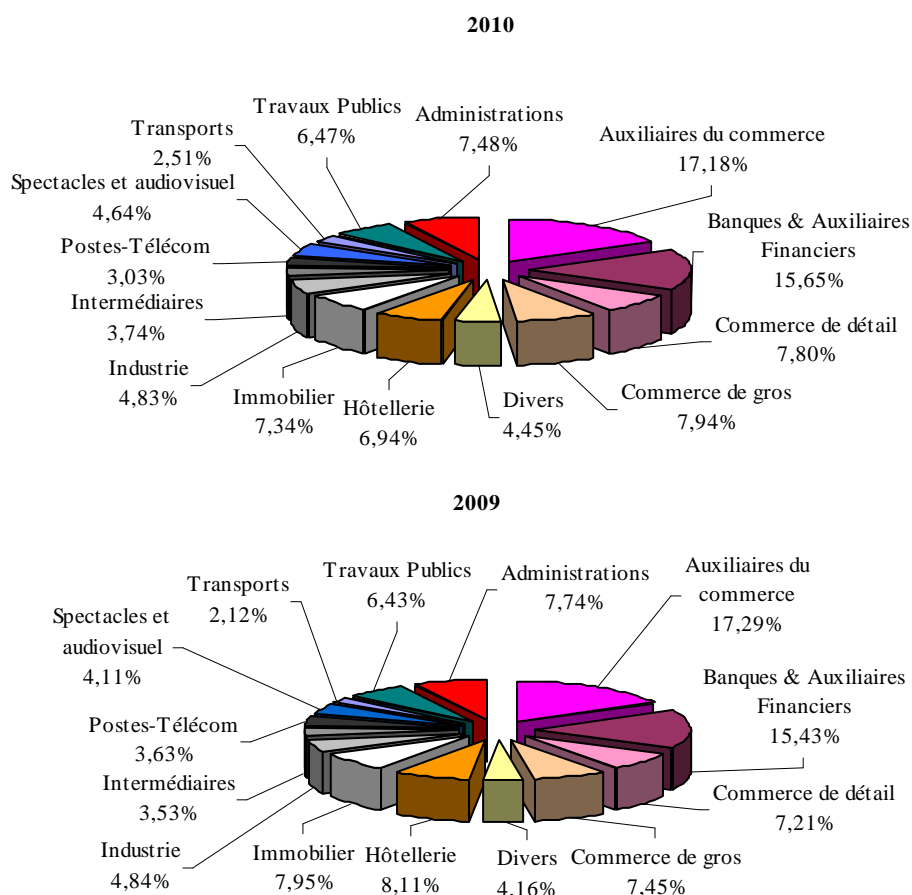
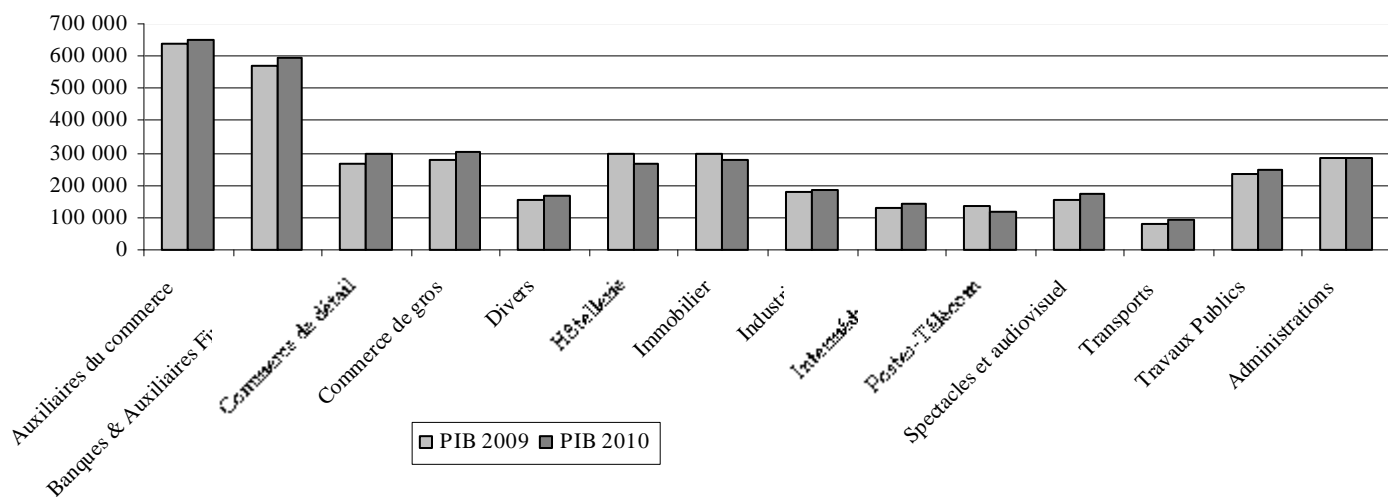


FIGURE 3 : Produit Intérieur Brut par Secteurs en 2009 et 2010 (en K€ constants)



3. Structure du PIB

Hors impôt, toutes les composantes du PIB ont augmenté en volume. Le très faible diminution des recettes (-0,27%) est en grande partie due à la baisse de la TVA dans le secteur hôtelier et immobilier.

TABLEAU 6 : Structure du Produit Intérieur Brut en volume

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en % 2009/2010 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| Rémunérations des salariés | 1 759 820 | 1 846 510 | 1 942 877 | 2 005 197 | 2 005 349 | 2 087 994 | 4,12% |
| E.B.E. | 1 410 000 | 1 505 921 | 1 896 360 | 1 855 916 | 1 464 780 | 1 479 101 | 0,98% |
| Impôts | 428 551 | 454 399 | 492 366 | 486 628 | 418 502 | 417 365 | -0,27% |
| Subventions | -156 680 | -165 833 | -166 432 | -164 559 | -184 606 | -188 964 | 2,36% |
| PIB en Volume en K€ constants | 3 441 691 | 3 640 997 | 4 165 172 | 4 183 182 | 3 704 024 | 3 795 497 | 2,47% |

Il est à noter que la masse salariale globale a augmenté (4,12%) plus fortement que le PIB (2,47%) et que l'E.B.E. (0,98%).

Chapitre 4 : PIB « par individu »

La situation de la Principauté de Monaco est singulière par bien des aspects, notamment en ce qui concerne d'une part sa population résidente, et sa population salariée d'autre part.

En effet, pour 35.000 résidents on compte près de 45.000 salariés, dont 85% sont domiciliés hors Monaco. Cette situation très atypique, unique au monde, rend les comparaisons internationales délicates, et l'utilisation de certains indicateurs internationaux traditionnels inappropriée. C'est le cas en particulier de l'indicateur classique du PIB par habitant.

Cependant, afin de permettre de situer la Principauté dans son environnement et dans un contexte international, deux types de PIB par individu sont calculés « ad hoc ».

Il s'agit d'une part d'un PIB « per capita », calculé depuis 2005 et d'autre part d'un PIB par salarié proposé pour la première fois cette année (2010).

1. Le PIB « per capita » : La présence sur le territoire économique

Le Système Européen Comptable (SEC) retient, pour le calcul du PIB par habitant, la population résidente sur le territoire économique. Toutefois, il importe de tenir compte des spécificités économiques.

Ainsi, dans le cas de la Principauté, la population salariée est notamment composée, de « travailleurs journaliers », ne résidant pas sur le territoire monégasque. Compte tenu de leur poids économique, il est apparu nécessaire pour le calcul du PIB « per capita » que soit retenu un critère géographique dans la détermination de ladite population.

Par conséquent, la population de référence retenue comprend deux composants : la population résidente et celle salariée non résidente présente sur le territoire économique.

TABLEAU 7 : Population de référence pour le calcul du PIB. « per capita »

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | var 2009/2010 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| Résidents (toutes nationalités)* | 34 021 | 34 347 | 34 850 | 35 352 | 35 646 | 35 881 | 0,66% |
| Salariés non résidents (France) | 31 386 | 32 484 | 33 758 | 34 978 | 34 272 | 35 222 | 2,77% |
| Salariés non résidents (Italie) | 3 566 | 3 640 | 3 743 | 3 814 | 3 575 | 3 610 | 0,98% |
| Population totale de référence | 68 973 | 70 471 | 72 351 | 74 144 | 73 493 | 74 713 | 1,66% |

* Le nombre de résidents mentionné pour les années 2005, 2006 et 2007 est une estimation basée sur le recensement effectué en l'an 2000.

Le nombre de résidents pour l'année 2008 est celui issu du recensement général de la population effectué ladite année.

Pour les années suivantes, le nombre de résidents est celui de la population officielle de la Principauté de Monaco publiée au Journal Officiel.

Tableau 8 : PIB « per capita » en valeur

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en % 2009/2010 |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------------|
| PIB en K€ courants | 3 441 691 | 3 717 458 | 4 365 100 | 4 492 737 | 4 000 346 | 4 129 501 | 3,23% |
| Population retenue | 68 973 | 70 471 | 72 351 | 74 144 | 73 493 | 74 713 | 1,66% |
| PIB "per capita" en € | 49 899 | 52 550 | 60 332 | 60 595 | 54 432 | 55 272 | 1,54% |

Tableau 9 : PIB « per capita » en volume

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en % 2009/2010 |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------------|
| PIB en K€ constants | 3 441 691 | 3 640 997 | 4 165 172 | 4 183 182 | 3 704 024 | 3 795 497 | 2,47% |
| Population retenue | 68 973 | 70 471 | 72 351 | 74 144 | 73 493 | 74 713 | 1,66% |
| PIB "per capita" en € | 49 899 | 51 667 | 57 569 | 56 420 | 50 400 | 50 801 | 0,80% |

Le PIB « per capita » s'accroît de 1,54% en valeur et de 0,8% en volume. Le taux de croissance plus faible que celui du PIB global s'explique par une augmentation de la population de référence induite par celle du nombre d'emplois enregistrés au 31 décembre 2010 (tableau 7).

2. Le PIB par salarié

Calculé pour la première fois cette année, il est cependant présenté de façon rétrospective depuis 2005. Le calcul du PIB par salarié a été préféré à celui du PIB par emploi du fait d'une plus grande disponibilité et fiabilité des données salariées.

Tableau 10 : PIB « par salarié » en valeur

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en % 2009/2010 |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------------|
| PIB en K€ courants | 3 441 691 | 3 717 458 | 4 365 100 | 4 492 737 | 4 000 346 | 4 129 501 | 3,23% |
| Population salariée | 44 209 | 45 636 | 47 165 | 48 695 | 48 334 | 49 276 | 1,95% |
| PIB "par salarié" en € | 77 850 | 81 459 | 92 550 | 92 263 | 82 766 | 83 803 | 1,26% |

Tableau 11 : PIB « par salarié » en volume

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en % 2009/2010 |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------------|
| PIB en K€ constants | 3 441 691 | 3 640 997 | 4 165 172 | 4 183 182 | 3 704 024 | 3 795 497 | 2,47% |
| Population salariée | 44 209 | 45 636 | 47 165 | 48 695 | 48 334 | 49 276 | 1,95% |
| PIB "par salarié" en € | 77 850 | 79 783 | 88 311 | 85 906 | 76 634 | 77 025 | 0,51% |

L'augmentation de la population salariée, due principalement à l'accroissement du nombre de salariés non résidents français, est supérieure à celle de la population retenue pour le calcul du PIB « per capita ». Cela explique l'évolution moins rapide du PIB par salarié par rapport au PIB « per capita » présenté précédemment..

3. Comparaison avec la France

Tableau 12 : PIB de la France « par salarié » en valeur

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 (p) | 2009 (p) |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| PIB en md € courants | 1 726 | 1 806 | 1 895 | 1 949 | 1 907 |
| Population salariée | 23 390 300 | 23 676 400 | 24 008 700 | 23 867 400 | 23 616 300 |
| PIB "par salarié" en € | 73 796 | 76 295 | 78 942 | 81 639 | 80 754 |

Les données 2008 et 2009 sont des données provisoires. La population salariée 2010 française n'est pas officiellement connue au jour de publication de ce document. Ce document sera mis à jour et la version actualisée sera disponible sur le site internet de l'IMSEE dès que les données seront disponibles.

Tableau 13 : Evolution de l'écart du PIB par salarié entre Monaco et la France

| PIB "par salarié" en € courants | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|--------------|
| Monaco | 77 850 | 81 459 | 92 550 | 92 263 | 82 765 |
| France | 73 796 | 76 295 | 78 942 | 81 639 | 80 754 |
| Ecart Monaco / France | 5,21% | 6,34% | 14,70% | 11,52% | 2,43% |

Le resserrement de l'écart entre les deux PIB par salarié s'explique surtout par le fait que la population salarié n'a augmenté en France que de 0,97% de 2005 à 2009 alors que sur la même période elle croissait de 9,33% en Principauté.

Chapitre 5 : Cadre réglementaire et méthodologie retenue

1. Le système Européen de compte 95

Le Système Européen de Comptes nationaux et régionaux (SEC 95), entré en vigueur en 1999, cohérent pour l'essentiel avec le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 1993), définit un cadre qui assure la cohérence des évaluations au sein de l'Union Européenne.

Dans un souci de comparabilité et de transparence vis-à-vis de la communauté internationale et dans la mesure des informations disponibles, la Principauté s'est appuyée sur le SEC 95 pour élaborer l'outil de mesure de la richesse nationale qu'est le Produit Intérieur Brut (PIB).

2. Le PIB au cœur du raisonnement économique

Le PIB est un des agrégats permettant de déterminer la richesse nationale et son évolution, c'est à dire la croissance économique. Avec le Revenu National Brut (R.N.B.), ils sont une synthèse des considérations théoriques de la macroéconomie et des considérations pratiques du cadre européen de comptabilité nationale.

3. La détermination du PIB

Le PIB peut s'appréhender de trois manières, équivalentes en termes de résultat :

- comme indicateur d'activité (approche production)

Le PIB est la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, diminuée des subventions sur les produits, soit :

$$\begin{aligned} \text{PIB} &= \text{somme des VA brutes} \\ &+ \text{impôts sur les produits} \\ &- \text{subventions sur les produits} \end{aligned}$$

- comme indicateur de produit (approche dépense)

Le PIB est la valeur des biens et services issus de la production des unités résidentes et disponibles pour des emplois finals. Il est calculé comme somme des emplois finals de biens et services par les unités institutionnelles résidentes.

- comme indicateur de revenu (approche revenu)

Le PIB est égal à la somme des revenus primaires distribués par les unités productrices résidentes déduite des subventions.

$$\begin{aligned} \text{PIB} &= \text{rémunération des salariés} \\ &+ \text{Excédent Brut d'Exploitation et revenu mixte} \\ &+ \text{Impôts sur la production} \\ &- \text{Subventions} \end{aligned}$$

La Principauté a retenu l'approche du PIB comme indicateur de revenu dans la mesure où cette approche n'implique pas la mise en place immédiate de la comptabilité nationale. Les grands équilibres comptables permettent de comprendre la cohérence macroéconomique de ce choix.

Un PIB évalué en valeur

Le PIB ainsi calculé est évalué en « valeur », c'est-à-dire en euros courants.

Pour évaluer la croissance « réelle » des agrégats, il importe d'isoler l'effet dû à la variation des prix, de l'effet « volume ». Pour ce faire, on déflate le PIB en « valeur » de la variation de prix moyenne observée au cours de l'année écoulée. On obtient ainsi le PIB « en volume ».

L'indice des prix utilisé pour ces calculs est celui de la France publié par l'INSEE. Le PIB en volume sera calculé en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation en prenant comme base l'année 2005. Celle-ci constitue également l'année de base pour le calcul des agrégats économiques de la Principauté, puisque elle représente pour le PIB sa première année de calcul.

4. Périmètre de calcul

La résidence

Le périmètre de calcul est l'économie nationale. Celle-ci regroupe l'ensemble des unités résidentes, soit les unités possédant un centre d'intérêt économique sur le territoire économique.

La détermination du champ d'observation implique :

- La définition d'un territoire économique regroupant :
 - le territoire géographique de ce pays ;
 - les enceintes des zones franches, entrepôts et usines sous contrôle douanier ;
 - l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs ;
 - les enclaves territoriales ;
 - les gisements situés dans les eaux internationales exploités par des unités résidentes.
- Un temps d'observation : l'année
 - une unité est reconnue comme ayant un centre d'intérêt économique sur le territoire si elle y exerce des activités économiques pendant une période relativement longue c'est-à-dire pendant une durée d'un an ou plus. Le critère de la nationalité n'intervient pas ;
 - toute autre unité est classée comme non résidente.
- Le découpage du territoire économique en différentes nomenclatures : agents économiques, opérations économiques, comptes.

Chapitre 6 : Dispositif mis en place en Principauté

Afin de répondre aux objectifs exposés précédemment, le Département des Finances et de l'Economie de la Principauté a mis en place un groupe de travail piloté par la Division des Statistiques et des Etudes Economiques de la Direction de l'Expansion Economique. Son objectif visait à définir le territoire et à recenser les agents économiques ainsi que les éléments statistiques nécessaires à l'élaboration des agrégats financiers. Pour ce faire, certains éléments contribuant à l'élaboration du PIB ont nécessité la mise en place d'une enquête statistique au niveau national.

L'IMSEE (Institut Monégasque de la Statistique et des Etudes Economiques), créée par l'Ordonnance Souveraine n° 3.095 du 24/01/2011 et émanation de la Division des Statistiques et des Etudes Economiques, est aujourd'hui naturellement en charge du calcul du PIB de la Principauté.

1. Détermination des algorithmes de calcul

Ce vaste projet a eu pour objectif principal de définir les algorithmes de calcul des agrégats économiques (cf. annexe 1) et mettre en cohérence l'ensemble des informations recensées.

2. Méthode d'extrapolation retenue pour les résultats du PIB

Depuis la mise en œuvre du calcul du PIB en 2005, les données relatives à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des agents économiques monégasques ont été obtenues au travers d'une enquête.

Sur les 6 339 agents économiques concernés en 2010, le taux de réponse a été de 88,09%. Pour appréhender le niveau global d'EBE, et palier le reliquat de non-réponse, des procédures statistiques d'extrapolation sont utilisées (avec une méthodologie constante sur les 6 années). Certaines informations concernant les sociétés non répondantes ont tout de même pu être exploitées, en particulier la forme juridique, le secteur et sous-secteur d'activité ainsi que l'effectif pour certaines d'entre elles.

Dans un premier temps, les variables discriminantes de l'EBE ont été déterminées sur la base des informations transmises par les sociétés répondantes. Ainsi, les analyses statistiques ont permis de déterminer cinq variables discriminantes :

1. la taille de l'entreprise : Les 100 entreprises réalisant les chiffres d'affaires les plus importants ont été traitées différemment. L'objectif est de ne pas reproduire le caractère atypique de ces sociétés sur l'ensemble des sociétés non répondantes,
2. la forme juridique,
3. l'appartenance à un secteur d'activité,
4. l'effectif de la société,
5. la masse salariale.

Néanmoins, les informations disponibles sur les sociétés non répondantes n'ont pas permis d'exploiter la totalité de ces variables explicatives. En effet, à titre d'exemple, les analyses statistiques montrent que le nombre de salariés semble être une variable discriminante de l'E.B.E.. Cependant, cette information n'a pu être exploitée dans la mesure où le nombre de salariés est rarement disponible pour les sociétés non répondantes. Les travaux ont donc été recentrés sur les variables connues de ces entités à savoir la forme juridique, le secteur et le sous-secteur d'activité.

Dans un second temps, les résultats issus des analyses discriminantes ont été corrigés du biais entraîné par l'existence de valeurs atypiques. Ainsi, pour une forme juridique et un sous secteur d'activité, 90% des données ont été conservées pour l'extrapolation. L'objectif étant d'avoir une estimation moins volatile de l'EBE et non biaisée par des entreprises singulières de la classe considérée. Après avoir corrigé les estimations moyennes d'EBE par classes, l'extrapolation a pu être effectuée en utilisant l'information disponible des sociétés non répondantes.

3. Détermination du PIB par secteur

Dans le cadre des analyses effectuées par la plupart des administrations monégasques, 16 secteurs d'activités au sein du tissu économique de la Principauté ont été identifiés.

TABLEAU 12 : Correspondance des Secteurs d'Activité avec les Grands Secteurs d'Activité⁴

| Secteurs d'activité | Grands secteurs |
|----------------------------------|------------------------|
| Agriculture, chasse et pêche | Agriculture |
| Industrie | |
| Electricité-Gaz | Industrie |
| Travaux Publics | |
| Commerce de Détail | |
| Commerce de gros | |
| Hotellerie | |
| Intermédiaires | |
| Postes-Télécom | |
| Auxiliaires du commerce | Services |
| Immobilier | |
| Transports | |
| Spectacles et audio visuel | |
| Divers | |
| Administrations | |
| Banques & Auxiliaires Financiers | Finances |

⁴ La répartition des différentes classes N.A.F. par secteur est fournie en Annexe 2

Des hypothèses structurantes pour le calcul du PIB par secteur :

Concernant les salaires, la Direction de l'Expansion Economique, et maintenant l'IMSEE, se sont appuyés sur les données communiquées par les caisses monégasques de sécurité sociale et les agrégats fournis par la caisse Assedic française pour chacun des secteurs identifiés.

L'EBE de chacun des secteurs a été extrapolé en s'appuyant sur la même méthode que celle retenue pour le calcul global du PIB (cf. supra).

Les subventions ont été affectées et pondérées à chacun des secteurs selon leur nature et leur destination.

Concernant la répartition des impôts par secteur d'activité, plusieurs analyses ont été menées.

Sur ces bases, les règles de ventilation suivantes ont été arrêtées :

- Concernant la T.V.A. collectée, une petite partie est constituée d'un compte « divers » et d'un compte « Non ventilés par secteur ». Il a été admis qu'il était envisageable d'appliquer à ces deux postes, une clé de répartition correspondant à celle de la partie connue par secteur de la T.V.A. perçue.
- De la même manière, il a été admis que cette clé de répartition pouvait s'appliquer à l'ensemble des autres postes ci-dessous listés :
 - Reversement français au titre du compte de partage de la T.V.A.,
 - Droits d'importation,
 - Droits annuels de naturalisation des navires,
 - T.I.P.P. et droits de consommation sur les tabacs,
 - Bénéfices du Monopole des tabacs,
 - Droit de bail,
 - Droits de timbre,
 - Taxes sur les conventions d'assurance,
 - Droit de consommation sur les alcools,
 - Droits perçus sur les véhicules des entreprises.
- En revanche, il a été convenu d'affecter les articles budgétaires « T.V.A. Immobilière » et « Droits de mutation à titre onéreux » au secteur de l'immobilier.

4. Un PIB en euros courants et en euros constants

Pour évaluer le PIB en euros constants, a été appliqué aux agrégats 2010 un indice de revalorisation / d'inflation. Compte tenu des caractéristiques et de la situation géographique du territoire de la Principauté, il a été convenu de s'appuyer sur les données et hypothèses retenues pour évaluer le PIB français et communiquées par l'INSEE.

Les comptes annuels à prix constants (dit aussi « en volume ») de la base 2005 sont présentés « au prix de l'année précédente, chaînés, base 2005 » (1.103 Indice de prix des ressources et emplois de biens et services).

L'objectif de cette présentation est de fournir, aux utilisateurs des agrégats, les meilleures séries temporelles à prix constants. En effet, l'évolution d'un agrégat à prix constants est le plus interprétable lorsque l'année des prix constants est assez proche de l'année des prix sous revue.

C'est pourquoi les évolutions des agrégats à prix constants des comptes nationaux annuels pour une année donnée sont calculés systématiquement en prenant comme base les agrégats à prix courants de l'année précédente, et en leur appliquant les évolutions aux prix de l'année précédente. Ces séries sont ensuite nommées 100 en 2005, puis multipliées par la valeur à prix courants de l'agrégat en 2005, de façon à ce que les utilisateurs aient en même temps à leur disposition l'ordre de grandeur de l'agrégat.

Annexe 1 : Algorithme de calcul du PIB

1. Produit Intérieur Brut

PIB =
+ Rémunérations et charges sociales (D1)
+ Excédent Brut d'Exploitation et Revenus mixtes
+ Impôts sur la production (D2)
- Subventions (D3)

2. Rémunérations et charges sociales

Rémunérations et charges sociales = D1
+ Salaires & traitements bruts en espèces
+ Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs
+ Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs

3. Excédent Brut d'Exploitation et revenus mixtes

Si le déclarant remplit le questionnaire Q1 détaillé :

EBE =
+ Chiffre d'Affaires HT
+ Production immobilisée
- Montant des achats
± Variations des stocks
- Consommations de l'exercice
+ Subventions d'exploitation
- Impôts, taxes et versements assimilés
- Salaires & Rémunérations brutes
- Total des cotisations sociales

Si le déclarant remplit le questionnaire Q2 :

EBE =
+ CA / Honoraires et/ou Soins facturés
- Achats et charges de l'exercice
± Variations des stocks
+ Subvention d'exploitation
- Salaires et rémunérations brutes
- Total des cotisations sociales

4. Impôts sur la production

TVA = D211

+ TVA nette collectée en Principauté (hors TVA immobilière)

± Versements français au titre du compte de partage.

Impôts sur les importations = D212

+ Droits d'importation

+ Droit annuel de naturalisation des navires

Autres impôts sur les produits = D214

+ T.I.P.P. et droits de consommation sur les tabacs

+ Bénéfices du monopole des tabacs

+ Droits de mutation à titre onéreux

+ Droit de bail

+ Droit de timbre

+ Taxe sur les conventions d'assurance

+ TVA immobilière

+ Droit de consommation sur les alcools

Autres impôts sur la production = D29

+ Impôts liés à la propriété ou l'utilisation de biens immobiliers, de machines, de véhicules et d'équipements. Impôts sur masse salariale, sur autorisation d'exercer une activité professionnelle, sur les émissions polluantes.

Impôts sur la production = D2

+ TVA

+ Impôts sur les importations

+ Autres impôts sur les produits

+ Autres impôts sur la production

5. Subventions

Subventions = D3 (D393 + D399)

+ Dotation de fonctionnement de la mairie

+ Dotation de fonctionnement du CHPG

+ Dotation de fonctionnement des autres établissements publics

+ Subventions dans le domaine éducatif et culturel

+ Subventions des politiques publiques

+ Subventions dans le domaine social et humanitaire

+ Aides au sport

+ Organisation de manifestations en Principauté

Annexe 2 : Répartition des codes N.A.F. par secteur d'activité

| Code NAF | GRANDS SECTEURS (GS) | SOUS SECTEURS |
|-----------------|-----------------------------|----------------------------------|
| 012C | Divers | Elevage |
| 014B | Divers | Services annexes à l'agriculture |
| 050C | Industrie | Pêche, aquaculture |
| 142A | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 158A | Industrie | Alimentaire |
| 158C | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 158D | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 158F | Industrie | Alimentaire |
| 158K | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 158M | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 158P | Industrie | Alimentaire |
| 158V | Industrie | Alimentaire |
| 159T | Industrie | Alimentaire |
| 173Z | Industrie | Textile |
| 175G | Industrie | Textile |
| 177C | Industrie | Textile |
| 182A | Industrie | Textile |
| 182C | Industrie | Textile |
| 182E | Industrie | Textile |
| 182J | Industrie | Textile |
| 183Z | Industrie | Textile |
| 203Z | Industrie | Bois |
| 212B | Industrie | Imprimerie |
| 221A | Auxiliaires du commerce | Activités d'édition |
| 221E | Auxiliaires du commerce | Activités d'édition |
| 221G | Auxiliaires du commerce | Activités d'édition |
| 221J | Auxiliaires du commerce | Activités d'édition |
| 222C | Industrie | Imprimerie |
| 222E | Industrie | Imprimerie |
| 222G | Industrie | Imprimerie |
| 222J | Industrie | Imprimerie |
| 223A | Auxiliaires du commerce | Reproduction d'enregistrements |
| 223C | Auxiliaires du commerce | Reproduction d'enregistrements |
| 223E | Auxiliaires du commerce | Reproduction d'enregistrements |
| 241G | Industrie | Chimique |
| 244A | Industrie | Chimique |
| 244C | Industrie | Chimique |
| 244D | Industrie | Chimique |
| 245A | Industrie | Chimique |
| 245C | Industrie | Chimique |
| 246G | Industrie | Chimique |
| 251E | Industrie | Plastique |
| 252A | Industrie | Plastique |
| 252C | Industrie | Plastique |
| 252H | Industrie | Plastique |

| Code NAF | GRANDS SECTEURS (GS) | SOUS SECTEURS |
|-----------------|-----------------------------|--|
| 262A | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 266E | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 275G | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 285D | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 291J | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 292C | Industrie | Fabrication de machines et d'équipements |
| 292K | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 295E | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 295M | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 295N | Industrie | Matériels de bâtiments |
| 311A | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 312A | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 315C | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 316C | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 321A | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 321B | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 322B | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 323Z | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 331B | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 332B | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 333Z | Industrie | Fab. matériels électriques, électroniques, composant |
| 341Z | Industrie | Industrie automobile |
| 351E | Divers | Construction navale |
| 361K | Travaux Publics | Fabrication de meubles |
| 362C | Industrie | Bijouterie, Joaillerie |
| 371Z | Divers | Récupération |
| 401Z | Electricité - Gaz | Electricité - Gaz |
| 403Z | Electricité - Gaz | Electricité - Gaz |
| 410Z | Divers | Traitement & Distribution d'eau |
| 451A | Travaux Publics | Préparation des sites de construction |
| 451B | Travaux Publics | Préparation des sites de construction |
| 451D | Travaux Publics | Préparation des sites de construction |
| 452A | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452B | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452C | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452D | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452E | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452F | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452J | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452K | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452L | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452N | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452P | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452R | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452T | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452U | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 452V | Travaux Publics | Const. d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| 453A | Travaux Publics | Travaux d'installation |

| Code NAF | GRANDS SECTEURS (GS) | SOUS SECTEURS |
|-----------------|-----------------------------|--|
| 453C | Travaux Publics | Travaux d'installation |
| 453E | Travaux Publics | Travaux d'installation |
| 453F | Travaux Publics | Travaux d'installation |
| 453H | Travaux Publics | Travaux d'installation |
| 454A | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 454C | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 454D | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 454F | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 454H | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 454J | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 454L | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 454M | Travaux Publics | Travaux de finition |
| 501Z | Commerce de Détail | Véhicules automobiles |
| 502Z | Commerce de Détail | Véhicules automobiles |
| 503A | Commerce de gros | Equipements automobiles |
| 503B | Commerce de Détail | Véhicules automobiles |
| 504Z | Commerce de Détail | Véhicules automobiles |
| 505Z | Commerce de Détail | Carburant |
| 511A | Intermédiaires | Matières premières |
| 511C | Intermédiaires | Combustibles, métaux, minéraux, Produits chimiques |
| 511E | Intermédiaires | Bois, matériaux de construction |
| 511G | Intermédiaires | Machines, équipements industriels, navires, avions |
| 511J | Intermédiaires | Meubles, articles de ménage, quincaillerie |
| 511L | Intermédiaires | Textile |
| 511N | Intermédiaires | produits alimentaires |
| 511P | Intermédiaires | autres |
| 511R | Intermédiaires | autres |
| 511T | Intermédiaires | autres |
| 511U | Intermédiaires | autres |
| 512A | Commerce de gros | Produits Agricoles bruts |
| 512C | Commerce de gros | Produits Agricoles bruts |
| 512E | Commerce de Gros | Produits Agricoles bruts |
| 513A | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513C | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513D | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513G | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513J | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513L | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513N | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513Q | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513S | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513T | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513V | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 513W | Commerce de gros | Produits alimentaires |
| 514A | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 514C | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 514D | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 514F | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |

| Code NAF | GRANDS SECTEURS (GS) | SOUS SECTEURS |
|-----------------|-----------------------------|---|
| 514H | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 514J | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 514L | Commerce de gros | Produits de parfumerie & Cosmétiques |
| 514N | Commerce de gros | Produits pharmaceutiques |
| 514Q | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 514R | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 514S | Commerce de gros | Biens de consommation non alimentaires |
| 515A | Commerce de gros | Produits Intermédiaires non agricoles |
| 515C | Commerce de gros | Produits Intermédiaires non agricoles |
| 515E | Commerce de gros | Bois et matériaux de construction |
| 515F | Commerce de gros | Produits Intermédiaires non agricoles |
| 515H | Commerce de gros | Produits Intermédiaires non agricoles |
| 515J | Commerce de gros | Produits Intermédiaires non agricoles |
| 515L | Commerce de gros | Produits chimiques |
| 515N | Commerce de gros | Produits Intermédiaires non agricoles |
| 516A | Commerce de gros | Equipements Industriels |
| 516C | Commerce de gros | Equipements Industriels |
| 516E | Commerce de gros | Equipements Industriels |
| 516G | Commerce de gros | Equipements Industriels |
| 516J | Commerce de gros | Equipements Industriels |
| 516K | Commerce de gros | Equipements Industriels |
| 516L | Commerce de gros | Fournitures et équipements pour le commerce |
| 517Z | Commerce de gros | Non spécialisé |
| 521B | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 521C | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 521D | Commerce de Détail | Magasin non spécialisé |
| 521F | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 522C | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 522E | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 522G | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 522J | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 522L | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 522P | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 523A | Commerce de Détail | Pharmacie / Parfumerie |
| 523C | Commerce de Détail | Pharmacie / Parfumerie |
| 523E | Commerce de Détail | Pharmacie / Parfumerie |
| 524A | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524C | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524E | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524F | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524H | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524J | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524L | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524N | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524P | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524R | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524T | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524U | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |

| Code NAF | GRANDS SECTEURS (GS) | SOUS SECTEURS |
|-----------------|----------------------------------|--|
| 524V | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524W | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524X | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 524Z | Commerce de Détail | Magasins spécialisé |
| 525Z | Commerce de Détail | Biens d'occasion |
| 526A | Commerce de Détail | Hors magasin |
| 526B | Commerce de Détail | Hors magasin |
| 526D | Commerce de Détail | Alimentaire |
| 526E | Commerce de Détail | Hors magasin |
| 526H | Commerce de Détail | Hors magasin |
| 527A | Commerce de Détail | Réparation d'articles personnels & domestiques |
| 527D | Commerce de Détail | Réparation d'articles personnels & domestiques |
| 527F | Commerce de Détail | Réparation d'articles personnels & domestiques |
| 527H | Commerce de Détail | Réparation d'articles personnels & domestiques |
| 551A | Hôtellerie | Hôtel |
| 551C | Hôtellerie | Hôtel |
| 553A | Hôtellerie | Restauration |
| 553B | Hôtellerie | Restauration |
| 554A | Hôtellerie | Restauration |
| 554B | Hôtellerie | Restauration |
| 555A | Hôtellerie | Restauration |
| 555C | Hôtellerie | Restauration |
| 555D | Commerce de Détail | Traiteurs |
| 602A | Transports | Transports urbains et routiers |
| 602B | Transports | Transports urbains et routiers |
| 602E | Transports | Transports urbains et routiers |
| 602G | Transports | Transports urbains et routiers |
| 602L | Transports | Transports urbains et routiers |
| 602M | Transports | Transports urbains et routiers |
| 602N | Transports | Transports urbains et routiers |
| 602P | Transports | Transports urbains et routiers |
| 611A | Transports | Transports maritimes et côtiers |
| 611B | Transports | Transports maritimes et côtiers |
| 621Z | Transports | Transports aériens |
| 622Z | Transports | Transports aériens |
| 632C | Transports | Gestion d'infrastructures de transport |
| 632E | Transports | Gestion d'infrastructures de transport |
| 633Z | Commerce de Détail | Agences de voyages |
| 634A | Transports | Organisation de transport de fret |
| 634B | Transports | Organisation de transport de fret |
| 634C | Transports | Organisation de transport de fret |
| 641C | Postes - Télécom | Postes - Télécom |
| 642B | Postes - Télécom | Postes - Télécom |
| 651C | Banques & Auxiliaires Financiers | Banques |
| 651D | Banques & Auxiliaires Financiers | Banques |
| 652A | Banques & Auxiliaires Financiers | Autres Intermédiations Financières |
| 652C | Banques & Auxiliaires Financiers | Autres Intermédiations Financières |
| 652E | Banques & Auxiliaires Financiers | Autres Intermédiations Financières |

| Code NAF | GRANDS SECTEURS (GS) | SOUS SECTEURS |
|-----------------|----------------------------------|---|
| 652F | Banques & Auxiliaires Financiers | Autres Intermédiation Financières |
| 660E | Auxiliaires du commerce | Activité assurance, réassurance |
| 660F | Auxiliaires du commerce | Activité assurance, réassurance |
| 671A | Banques & Auxiliaires Financiers | Auxiliaires Financiers |
| 671C | Banques & Auxiliaires Financiers | Auxiliaires Financiers |
| 671E | Banques & Auxiliaires Financiers | Auxiliaires Financiers |
| 672Z | Auxiliaires du commerce | Activité assurance, réassurance |
| 701A | Immobilier | Immobilier |
| 701B | Immobilier | Immobilier |
| 701C | Immobilier | Immobilier |
| 701D | Immobilier | Immobilier |
| 701F | Immobilier | Immobilier |
| 702A | Immobilier | Immobilier |
| 702C | Immobilier | Immobilier |
| 703A | Immobilier | Immobilier |
| 703C | Immobilier | Immobilier |
| 703D | Immobilier | Immobilier |
| 703E | Immobilier | Immobilier |
| 711Z | Divers | Location de véhicule et autres moyens de transport |
| 712A | Divers | Location de véhicule et autres moyens de transport |
| 712C | Divers | Location de véhicule et autres moyens de transport |
| 712E | Divers | Location de véhicule et autres moyens de transport |
| 713C | Divers | Location de machine et équipement |
| 713E | Divers | Location de machine et équipement |
| 713G | Divers | Location de machine et équipement |
| 714B | Divers | Location de machine et équipement |
| 721Z | Auxiliaires du commerce | Activités informatique |
| 722Z | Auxiliaires du commerce | Activités informatique |
| 723Z | Auxiliaires du commerce | Activités informatique |
| 724Z | Auxiliaires du commerce | Activités informatique |
| 725Z | Auxiliaires du commerce | Activités informatique |
| 726Z | Auxiliaires du commerce | Activités informatique |
| 731Z | Divers | Recherche et développement |
| 741A | Auxiliaires du commerce | Services économique et financiers fournis aux entreprises |
| 741C | Auxiliaires du commerce | Services économique et financiers fournis aux entreprises |
| 741E | Auxiliaires du commerce | Services économique et financiers fournis aux entreprises |
| 741G | Auxiliaires du commerce | Services économique et financiers fournis aux entreprises |
| 741J | Auxiliaires du commerce | Services économique et financiers fournis aux entreprises |
| 742A | Auxiliaires du commerce | Services techniques fournis aux entreprises |
| 742B | Auxiliaires du commerce | Services Publicité fournis aux entreprises |
| 742C | Auxiliaires du commerce | Services techniques fournis aux entreprises |
| 743B | Auxiliaires du commerce | Services techniques fournis aux entreprises |
| 744A | Auxiliaires du commerce | Services Publicité fournis aux entreprises |
| 744B | Auxiliaires du commerce | Services Publicité fournis aux entreprises |
| 745A | Auxiliaires du commerce | Services RH fournis aux entreprises |
| 745B | Auxiliaires du commerce | Services RH fournis aux entreprises |
| 746Z | Auxiliaires du commerce | Autres services fournis aux entreprises |
| 747Z | Auxiliaires du commerce | Autres services fournis aux entreprises |

Code**NAF****GRANDS SECTEURS (GS)****SOUS SECTEURS**

| | | |
|------|----------------------------|--|
| 748A | Auxiliaires du commerce | Autres services fournis aux entreprises |
| 748B | Auxiliaires du commerce | Autres services fournis aux entreprises |
| 748F | Auxiliaires du commerce | Autres services fournis aux entreprises |
| 748G | Auxiliaires du commerce | Autres services fournis aux entreprises |
| 748J | Auxiliaires du commerce | Autres services fournis aux entreprises |
| 748K | Auxiliaires du commerce | Services d'organisation événementielle fournis aux |
| 751A | Divers | Administration Publique |
| 751E | Divers | Administration Publique |
| 753A | Divers | Administration Publique |
| 753B | Divers | Administration Publique |
| 802A | Divers | Education & Enseignements divers |
| 803Z | Divers | Education & Enseignements divers |
| 804A | Divers | Education & Enseignements divers |
| 804C | Divers | Education & Enseignements divers |
| 804D | Divers | Education & Enseignements divers |
| 851A | Divers | Santé & action sociale |
| 851C | Divers | Santé & action sociale |
| 851E | Divers | Santé & action sociale |
| 851G | Divers | Santé & action sociale |
| 851H | Divers | Santé & action sociale |
| 851J | Divers | Santé & action sociale |
| 851K | Divers | Santé & action sociale |
| 852Z | Divers | Santé & action sociale |
| 853D | Divers | Santé & action sociale |
| 853G | Divers | Santé & action sociale |
| 853J | Divers | Santé & action sociale |
| 853K | Divers | Santé & action sociale |
| 900A | Divers | Assainissement, voiries et gestion des déchets |
| 900B | Divers | Assainissement, voiries et gestion des déchets |
| 900C | Divers | Elimination et traitement des autres déchets |
| 911A | Divers | Activités associatives |
| 911C | Divers | Activités associatives |
| 912Z | Divers | Activités associatives |
| 913A | Divers | Activités associatives |
| 913E | Divers | Activités associatives |
| 921A | Spectacles et audio visuel | cinématographiques et vidéo |
| 921B | Spectacles et audio visuel | cinématographiques et vidéo |
| 921C | Spectacles et audio visuel | cinématographiques et vidéo |
| 921D | Spectacles et audio visuel | cinématographiques et vidéo |
| 921F | Spectacles et audio visuel | cinématographiques et vidéo |
| 921J | Spectacles et audio visuel | cinématographiques et vidéo |
| 922A | Spectacles et audio visuel | Radio & Télévision |
| 922B | Spectacles et audio visuel | Radio & Télévision |
| 922C | Spectacles et audio visuel | Radio & Télévision |
| 923A | Spectacles et audio visuel | Autres activités du spectacle |
| 923B | Spectacles et audio visuel | Autres activités du spectacle |
| 923D | Spectacles et audio visuel | Autres activités du spectacle |
| 923F | Spectacles et audio visuel | Autres activités du spectacle |

| Code | GRANDS SECTEURS (GS) | SOUS SECTEURS |
|-------------|-----------------------------|-------------------------------|
| NAF | | |
| 923H | Spectacles et audio visuel | Autres activités du spectacle |
| 924Z | Spectacles et audio visuel | Agence de presse |
| 925C | Spectacles et audio visuel | Sports & Culture |
| 926A | Spectacles et audio visuel | Sports & Culture |
| 926C | Spectacles et audio visuel | Sports & Culture |
| 927A | Spectacles et audio visuel | Sports & Culture |
| 927C | Spectacles et audio visuel | Sports & Culture |
| 930A | Commerce de gros | Services personnels |
| 930B | Commerce de Détail | Services personnels |
| 930D | Commerce de Détail | Services personnels |
| 930E | Commerce de Détail | Services personnels |
| 930H | Divers | Services personnels |
| 930K | Commerce de Détail | Entretien corporel |
| 930L | Commerce de Détail | Entretien corporel |
| 930N | Commerce de Détail | Services personnels |
| 990Z | Divers | Activités extra-territoriales |